

Prime Minister's Office

National Drug Secretariat (NDS)

Conference on Substance Abuse for Countries of the Western Indian Ocean Region

Sir Harilal Vaghjee Hall, Port-Louis, 26 – 28 April 2023

Communiqué

Les Représentants des Comores, de Djibouti, de la France/Réunion, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, du Kenya, de Tanzanie et d’Afrique du Sud, regroupant les États côtiers et insulaires de l’océan Indien, ainsi que le Secrétariat général de la Commission de l’océan Indien (COI), se sont réunis à Maurice les 26- 28 avril 2023 sous l’égide du gouvernement de Maurice. Étaient également présents le Centre régional de fusion d’informations maritimes, le Centre régional de coordination des opérations de la région de l’OIO, l’Union européenne, ainsi que diverses institutions et organisations non étatiques de Maurice. Ils ont exprimé leur engagement à mettre en commun leurs efforts et à renforcer la coopération régionale pour promouvoir leurs mandats respectifs dans la lutte contre le trafic de drogue, l’abus de substance et l’addiction.

Les aspects suivants ont été discutés :

- Cette région de l’océan Indien est un carrefour dans la lutte contre le problème de la drogue, qui connaît une augmentation rapide de la consommation de drogues comme l’introduction de nouvelles substances psychoactives qui représentent une menace, ainsi qu’une augmentation des volumes de drogues qui font l’objet d’un trafic dans et à travers la région ;
- Le marché de la drogue est intimement lié dans la région, relié principalement par les routes maritimes.
- Le rôle central de la COI a également été évoqué, notamment dans le cadre du programme MASE principalement financé par l’UE, en matière de sécurité maritime ;
- Les graves conséquences sociales et sanitaires des drogues et de la toxicomanie sur les individus, y compris les overdoses et autres décès liés à la consommation de drogues et les troubles liés à l’usage de celles-ci, le VIH et le hépatites, ainsi que les menaces du trafic sur l’équilibre social, la sécurité et la stabilité des Etats et la Région ;
- La diversification de la consommation et du trafic de drogue dans la région est une préoccupation majeure ; l’utilisation généralisée des cannabinoïdes de synthèse cause déjà d’importants problèmes de santé publique et sociaux et perturbe la vie des familles dans les pays touchés.

Au cours des discussions, il y a eu une reconnaissance générale que la lutte contre la drogue nécessite une approche holistique, intégrée et transversale à travers quatre piliers principaux :

- 1/ La **prévention** par es mesures d''information, et de formation auprès de tous les citoyens et acteurs de la société ainsi que via des actions de sensibilisation;
- 2/ **La lutte contre les trafics** en cassant la chaîne d'approvisionnement par le traçage et l'arrestation des trafiquants et des réseaux : échange d'informations, une coopération entre les services de police, des douanes et une coopération judiciaire renforcées entre les pays et au niveau régional lorsque cela est possible ;
- 3/ **Les aspects sanitaires et sociaux** avec des échanges de bonnes pratiques et le développement de traitements adaptés, et une prise en charge médicale spécialisée sur les addictions, par la formation de professionnels, notamment du secteur médico-sanitaire.
- 4/ **Une coopération et coordination régionale et internationale renforcées**, de même qu'un engagement politique et une responsabilisation accrues :

- les problèmes liés au trafic de drogues et à l'abus de substances concernent tous les pays et ne peuvent être résolus par un seul pays, nécessitant une meilleure coopération, et que ces questions d'intérêt commun doivent être abordés collectivement ;
- le partage des bonnes pratiques ;
- une réponse stratégique régionale et coopération renforcée entre les pays peuvent apporter une valeur ajoutée aux efforts déjà entrepris au niveau national.

Les représentants des différents pays de la région ont exprimé leur intérêt pour établir un cadre de coopération régionale de lutte contre les drogues et l'abus de substances illicites. L'objectif est de conjuguer les efforts et de rechercher une approche commune, et d'échanger les meilleures pratiques, en particulier pour réduire la consommation de drogues (au travers de la prévention, de traitements, de la réhabilitation et de postcures) et de lutter contre les effets néfastes liés aux drogues et à l'abus de substances, et de combattre les trafic de drogues pour préserver la paix et la stabilité sociale des États.

Les représentants ont reconnu que les entités nationales responsables de la lutte contre les drogues doivent renforcer leur coopération en établissant un réseau régional de points de contact dans tous les pays.

La Conférence a encouragé tous les pays de la région à développer et à mettre en œuvre leur propre stratégie nationale et/ou plan d'action de lutte contre les drogues avec un cadre de suivi et d'évaluation.

Il a été également recommandé que les institutions nationales respectives chargés de la réponse à la lutte contre les drogues se rencontrent et discutent à nouveau sur la suite du processus afin

de promouvoir la coopération régionale, le dialogue et les échanges dans la lutte contre les drogues et l'abus de substances et sur l'établissement d'un observatoire régional des drogues.

Les participants remercient le gouvernement mauricien pour l'organisation de cette Conférence et pour leur hospitalité.

Une conférence ministérielle de suivi et de discussion d'une Stratégie de promotion de la coopération, du dialogue et des échanges régionaux contre la drogue et la toxicomanie et la mise en place d'un Observatoire régional pourrait être organisée en 2024.